

LE GOUVERNEMENT MICHEL SAUVE-T-IL LA SÉCU ?

La suédoise mène réforme sur réforme pour sauver un système social mal en point. Mais la situation reste critique. Il faut aller plus loin, disent des experts. Ou agir autrement, clame l'opposition.

PAR OLIVIER MOUTON

Une passe d'armes pleine de rancœur. En pleine période de vœux politiques pour 2017, l'ancien Premier ministre Elio Di Rupo et son successeur, Charles Michel, se sont étripés dans les médias. Première fusée, lancée le 12 janvier par le président du PS, qui a occupé le Seize de 2011 à 2014 : « Depuis la Seconde Guerre mondiale, nous n'avons jamais connu un gouvernement aussi destructeur des protections sociales. » Riposte virile du libéral dans SudPresse, le 14 janvier : « Di Rupo a sombré dans une démagogie digne de l'extrême droite ! » Nouvelle réplique PS : « J'appelle Charles Michel à garder son sang-froid. » « Nous voulions dire stop aux insultes permanentes du PS, dont le discours est plus tranché que le PTB », précise-t-on chez l'actuel Premier. Voilà pour l'écume des choses. Et le choc des ego.

« Un rempart pour la sécu »

Le débat de fond à la source de ces invectives, est, lui, fondamental. Miné par la crise économique, enfoncé par le vieillissement de la population, le modèle social belge prend l'eau de toutes parts. « Mon gouvernement est le meilleur rempart pour éviter un démantèlement de la sécurité sociale », martèle l'actuel Premier ministre. Son leitmotiv ? Il faut réformer tous azimuts pour maintenir le navire à flot. Deux textes actuellement en discussion au Parlement visent à modifier le financement de la sécurité sociale et à rendre le travail plus flexible. L'opposition socialiste fustige : « Non, monsieur Michel, on ne garantit pas la sécu en enlevant des droits aux gens. » Alors, qui a raison ?

Au sein de la suédoise, on reste convaincu de la ligne imprimée il y a deux ans. « Le cœur de l'action du gouvernement – « jobs, jobs, jobs » – vise à rétablir la compétitivité de nos entreprises, →

→ résume David Clarinval, député fédéral MR, envoyé aux barricades pour défendre le projet. La création d'emplois qui en découle diminuera le coût du chômage et augmentera les rentrées en matière de cotisations sociales. Voilà pourquoi le Premier ministre dit que nous sommes un rempart pour la sécu. Si on n'agit pas en ce sens, un futur gouvernement devra prendre des mesures vraiment antisociales en diminuant les allocations, ce que l'on ne fait pas. » Les premiers résultats sont là, se réjouit d'ailleurs le Premier ministre : des instituts indépendants annoncent la création de cent mille emplois depuis 2014. Le budget de l'Etat, par contre, fuite à tous les étages, dénoncent en chœur les partis d'opposition. Le trou de la sécurité sociale se creuse.

« Il faut aller plus loin ! »

L'action du gouvernement fédéral est indispensable, mais trop lente, selon les experts. Et susceptible de provoquer des dérives ou d'ouvrir la voie à la privatisation de pans du système. « Réformes ou pas, le problème du financement de la sécu reste majeur, s'inquiète Jean Hindriks, professeur d'économie à l'UCL, qui fut membre de la commission chargée de préparer la réforme des pensions. Aujourd'hui encore, les recettes émanant des cotisations sociales évoluent deux fois moins vite que les dépenses (voir le graphique page 21). Si l'on continue à ce rythme, nous allons droit dans le mur ! » Tous les emplois créés, rappelle-t-il, ne sont d'ailleurs pas source de cotisations, le gouvernement fédéral ayant décidé

d'en exempter les employeurs engageant un premier travailleur.

Mais c'est surtout l'absence d'une refonte en profondeur – et immédiate ! – de notre système de pensions qui pose problème, selon le professeur de l'UCL. La suédoise a décidé de reporter l'âge légal à 67 ans, mais à l'horizon 2030, seulement. « Or, chaque année, le coût supplémentaire des pensions est de 1,5 milliard d'euros, souligne Jean Hindriks. Et cela se cumule. Il faut à tout prix retarder dès à présent le départ des travailleurs à la retraite. Or, je n'ai pas encore vu le ministre de l'Emploi, Kris Peeters, sortir avec de grandes réformes pour améliorer l'emploi des plus âgés. C'est aussi une responsabilité de tous les acteurs de la société, employeurs en tête. Même les administrations publiques laissent partir les travailleurs plus âgés pour rétablir l'équilibre budgétaire ! Ce n'est pas normal de mettre des gens dehors à 56 ans, comme s'ils étaient foutus... »

L'accord interprofessionnel conclu par les partenaires sociaux en ce début d'année 2017, unanimement salué, fait un pas en ce sens : il prévoit de retarder progressivement à 60 ans l'âge de départ en pré-pension, d'ici à 2019. Mais, insiste Jean Hindriks, il faut aller plus vite et plus loin, car le taux d'emploi n'a pas bougé de façon significative : on reste autour des 62 %, alors que l'Europe a fixé un objectif de 73 %. « La remise en question nécessaire n'a pas encore eu lieu. Pas du tout ! » L'ancien ministre socialiste flamand Frank Vandenbroucke, membre du Conseil académique des pensions mis en place par

le gouvernement, a tiré plusieurs fois la sonnette d'alarme, dénonçant le maintien des prépensions ou critiquant un système du « chacun pour soi ».

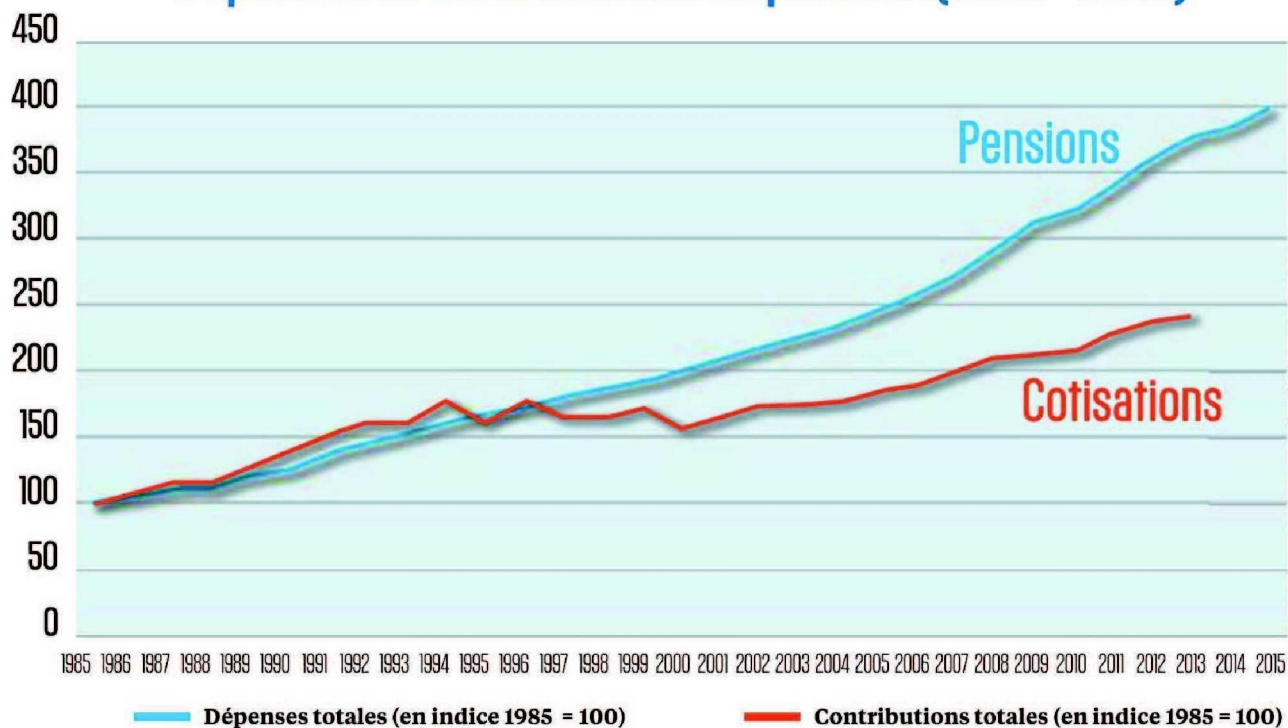
Cap sur la responsabilisation

Le financement de la sécu reste une quadrature du cercle. Les cotisations sociales représentent toujours la majorité des recettes finançant la sécurité sociale, plus de 60%. Si elles n'augmentent pas, il n'y a pas trente-six solutions : soit il faut couper dans les dépenses, soit il convient de trouver de nouvelles recettes, en plus de la TVA et des accises. Un débat politique particulièrement vif. Côté dépenses, la suédoise a déjà serré la vis en

diminuant notamment la norme de croissance du budget des soins de santé, de 3% à 1,5%. En son sein, le président de la N-VA, Bart De Wever, affirme régulièrement que des efforts supplémentaires sont possibles. « Il reste de la marge », acquiesce-t-on dans la majorité.

Le texte revisitant le financement de la sécurité sociale, en débat au Parlement, va dans ce sens. « Nous voulons responsabiliser les partenaires sociaux, explique le député MR David Clarinval. Aujourd'hui, si les partenaires sociaux ne respectent pas les accords budgétaires conclus, c'est à l'Etat d'éponger le déficit.

Dépenses et contributions de pension (1985 - 2015)



Désormais, les dotations seront octroyées moyennant le respect de certains critères, en matière de lutte contre la fraude, de départs anticipés à la pré-pension... Si les partenaires sociaux ne remplissent pas ces objectifs, il y aura une conséquence financière. De même, en matière salariale, les éventuels dérapages minant notre compétitivité seront obligatoirement compensés par les partenaires sociaux lors de la négociation suivante. La sécurité sociale est cogérée, il faut que tout le monde assume ses responsabilités. C'est cela, un management moderne!» La prochaine cible de ce processus de responsabilisation est déjà annoncée: les mutuelles...

Les « solidarités du xxi^e siècle »

L'opposition francophone pointe un manque de vision. « Le gouvernement Michel ne réforme pas la sécurité sociale, il reste dans une pure logique budgétaire, relèvent Zakia Khattabi et Muriel Gerkens, respectivement coprésidente et députée Ecolo. Il est grand temps d'ouvrir un débat sur les nouvelles solidarités du xxi^e siècle. Notre modèle de sécurité sociale continue à être construit et financé sur la base du modèle de 1945 avec des principes comme le travail salarié, la famille traditionnelle et une forte croissance. Or, dans tous ces domaines, notre société a profondément changé. »

Au lieu de repenser le système, la suédoise le détricoterait. « A l'avenir, en cas de déficit, le gouvernement décidera de façon très subjective s'il le comblera, épinglent Zakia Khattabi et Muriel Gerkens. Cela signifie-t-il, en réalité, que la sécu devra assumer son déficit et arrêter un certain nombre de prestations? Si

c'est le cas, ce sera la place aux assurances privées... Dans le climat ambiant actuel, rétablir la confiance avec le citoyen, c'est d'abord ne pas lui mentir. Que Charles Michel assume sa politique! Il dit des choses, mais il fait son contraire. » La réforme de fond qu'elles appellent de leurs vœux? « Le vrai débat politique, en France ou ailleurs, a par exemple lieu sur le revenu de base ou l'allocation universelle. Cela fait un an et demi que nous travaillons là-dessus. Il faut arrêter de dire que c'est impayable. » Pour le financer, des pistes existent comme une taxation du capital ou une globalisation des revenus.

« Agir sur les recettes nécessite beaucoup d'études et beaucoup de précautions, met en garde David Clarinval. Nous avons augmenté les accises sur l'alcool et que constate-t-on? Les gens ont modifié leurs comportements d'achat et le montant global des recettes diminue. J'entends le PTB proposer la taxe des millionnaires: très bien, mais il faut s'at-

Jean Hindriks

(UCL):

« Si l'on continue à ce rythme, nous allons droit dans le mur ! »

tendre à ce que ceux-ci partent à l'étranger. Cela ne pourrait se faire que dans le cadre d'une harmonisation fiscale au niveau européen. De façon générale, les économistes savent très bien que trop d'impôts tue l'impôt, cela a un impact négatif sur l'activité... »

Le député MR peste, d'ailleurs, de voir l'opposition tirer à boulets rouges sur le projet libéral. « On nous caricature ! Les libéraux sont fondamentalement sociaux. Nous voulons que les travailleurs soient récompensés pour leur travail et qu'il y ait une sécurité sociale pour tous. »

« Quand je suis entrée en politique, ce qui m'a le plus déçue, c'est la gestionnarisation du débat politique, réplique Zakia Khattabi. Je n'ai pas fait Solvay, moi.

Où est la vision, où est le projet de société ? Il faut repolitiser les débats. Ce que je reproche à ce gouvernement de droite, c'est de n'avoir pour seul horizon qu'une calculatrice. Je voudrais que nous, les progressistes, propositions autre chose. Imaginer le monde de la N-VA, c'est flip-pant : si vous n'êtes pas un homme blanc qui travaille, on vous exclut. Cela a d'abord été les Wallons, puis les socialistes, puis les sans-papiers... A la fin, il ne restera plus grand-monde. Le problème, c'est que visiblement, un tel débat n'intéresse guère, parce que cela ne fait pas 140 caractères ou que ce n'est pas un buzz. »

Notre sécurité sociale ne vaudrait-elle donc pas plus qu'un tweet ? ♦